

### CONJONCTURE

# Salaire minimum allemand: une nouvelle donne, mais laquelle?

Parvenir à se faire une juste idée des implications de l'introduction d'un salaire minimum en Allemagne est loin d'être simple. A la bonne nouvelle que constitue la promesse d'une augmentation du pouvoir d'achat des ménages et celle, simultanée, d'une meilleure contribution de l'Allemagne au rééquilibrage de la zone euro succèdent immédiatement les inquiétudes que la hausse des salaires qui en découlera intervienne au pire moment pour une industrie allemande déjà confrontée à des difficultés croissantes à l'exportation. Sous réserve que l'accord de coalition soit validé par les militants et sympathisants du SPD le 17 décembre, deux éléments permettront de faire la part des choses et d'être fixés sur les implications d'une telle décision :

- La diffusion plus ou moins importante des hausses de salaires à l'industrie exportatrice, dont les niveaux de rémunération sont d'ores et déjà largement au-dessus du minimum consenti,
- La reprise ou non de la demande internationale de biens d'équipement sans laquelle l'Allemagne perdra quoiqu'il en soit son assise à l'exportation et la zone euro son éventuelle locomotive régionale.

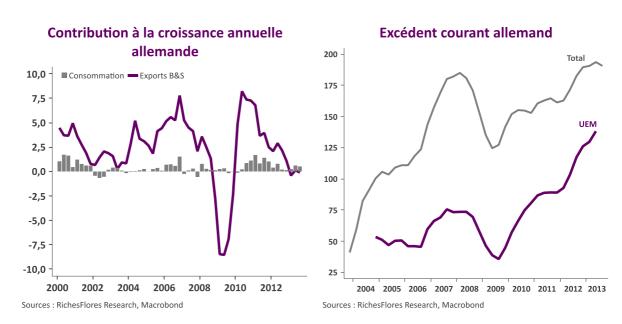
Dans un cas comme dans l'autre, l'introduction d'un salaire minimum constituerait un changement radical pour l'Allemagne et la zone euro dans son ensemble, par rapport à la situation qui prévaut depuis l'introduction de l'euro.



## Salaire minimum, un plus pour le consommateur allemand...

Les Allemands, c'est connu, ne sont pas de grands dépensiers. Entre 2000 et 2007, la consommation des ménages a procuré moins de 0,4 points à la croissance annuelle moyenne du PIB réel allemand, à comparer à 1,1 points dans le cas français. Si la situation est un peu plus encourageante ces toutes dernières années, avec une élévation à 0,7 points de cette contribution depuis 2010 -quand, au contraire, celle de la France s'est repliée à 0,2 points-, ce résultat résulte surtout d'une embellie passagère entre 2010 et 2011. Depuis le milieu de l'année dernière, en effet, les dépenses de consommation allemandes piétinent sans donner de véritable signal d'une réelle amélioration de tendance.

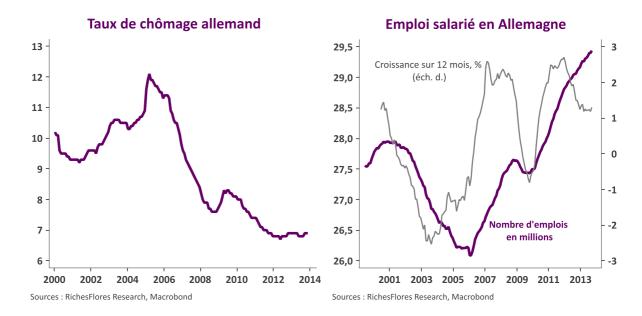
Le rôle de locomotive censé être joué par le consommateur allemand pour compenser les effets de la rigueur budgétaire dans le reste de la zone euro ne s'est donc guère concrétisé. Les importations allemandes stagnent et les excédents du pays continuent à se gonfler dangereusement.



### Que font les consommateurs allemands?

Avec un niveau d'emploi supérieur de 1,7 million à celui d'avant la crise de 2008 et un taux de chômage de 6,9 %, quasiment sur ses plus bas historiques, l'inertie de la consommation peut surprendre. Elle s'explique toutefois par la faible évolution des gains de pouvoir d'achat, résultat combiné de la décélération du rythme de créations d'emploi d'une part, d'une augmentation des prélèvements obligatoires et de l'accélération de l'inflation jusqu'en milieu d'année, de l'autre.





De fait les Allemands n'ont pas été fourmi et ont depuis trois ans dépensé systématiquement davantage que ce que leur aurait imposé leurs faibles gains de pouvoir d'achat. Au contraire de ce qu'ils ont fait tout au long de la décennie 2000 et de la tendance observée dans la plupart des autres économies européennes depuis la crise de 2008, leur taux d'épargne a continument reflué ces cinq dernières années pour s'établir, à 10 % de leur revenu disponible aujourd'hui, sur son plus bas niveau depuis 2002.

### Revenu disponible, consommation et taux d'épargne allemands 3,5 - GA en % 3,0 Consommation réelle 2,5 2,0 1,5 1,0 0,5 0,0 -0,5 -1,0 -1,5 12,0 11.0 10.5 10,0 Taux d'épargne, en % du RDB 9,5 9,0 2000 2001 2002 2003 2004 2005 2006 2007 2008 2009 2010 2011 2012

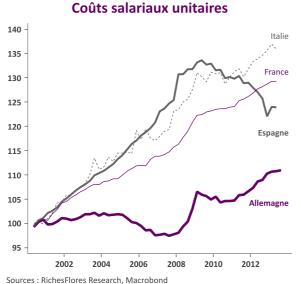
Vu sous cet angle, l'accord CDU-SPD prévoyant l'établissement d'un salaire minimum de 8,50 euros d'ici à 2015 semble pouvoir porter ses fruits. Les Allemands ayant retrouvé le goût de la dépense devraient, en effet, pouvoir profiter de la hausse de leur revenu que provoquera, de facto, l'introduction d'un salaire

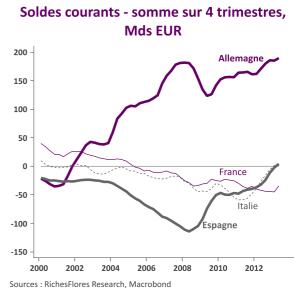


minimum, pour consommer davantage. Selon le DIW, le nombre de salariés dont le salaire est inférieur à 8,50 euros est de 5,6 millions, soit 17 %. Il s'agit donc d'une proportion considérable de la population de sorte que les effets de diffusion à la hausse sur l'ensemble des salaires ont tout lieu d'être non négligeables.

Les conséquences pour la croissance allemande sont donc susceptibles d'être très significatives et ceci avant même que la mesure ne prenne place, compte tenu de l'effet positif que la perspective d'un tel changement peut avoir sur la confiance des consommateurs. L'Allemagne devrait donc importer davantage et la zone euro en bénéficier. L'instauration d'un salaire minimum, réduira en outre de facto l'avantage concurrentiel dont l'Allemagne a pu bénéficier, notamment par l'embauche de salariés originaires d'Europe de l'Est aux exigences salariales très inférieures à celles des nationaux.

Par ce biais, la contribution de l'Allemagne à la réduction des déséquilibres en zone euro devrait être grandie, réduisant d'autant l'ampleur des ajustements déflationnistes nécessaires chez ses partenaires. La convergence des coûts salariaux unitaires amorcée ces derniers temps, notamment entre l'Allemagne et l'Espagne, devrait s'en trouver accélérée, ce qui est incontestablement une bonne nouvelle, qui plus est indispensable à l'aboutissement des politiques structurelles mises en place dans la zone euro ces dernières années.





# ... Mais une réelle interrogation quant à la compétitivité à l'exportation

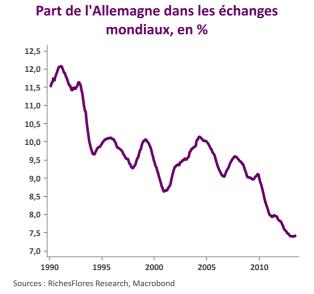
Traiter du sujet uniquement sous cet angle ne garantit toutefois pas la justesse. L'Allemagne, on le sait, est avant tout un grand pays exportateur et les pertes de compétitivité susceptibles de provenir des hausses de salaires qui découleront de cet accord pourraient rapidement abréger les bénéfices retirés de l'introduction



d'un salaire minimum. Alors que les exportations allemandes stationnent depuis plus d'un an, que la Chine marche de plus en plus largement sur les platebandes des secteurs de prédilection des industries locales et que la hausse de l'euro, notamment à l'égard du yen, représente un handicap de plus en plus visible, le risque que cette hausse des salaires intervienne au pire moment pour l'économie allemande est sans aucun doute relativement important.

### **Exportations allemandes** GA en %, mm2 Hors zone euro 30 20 10 0 -10 Vers la zone euro -20 -30 2011 2008 2009 2010 2012 2013

Sources: RichesFlores Research, Macrobond



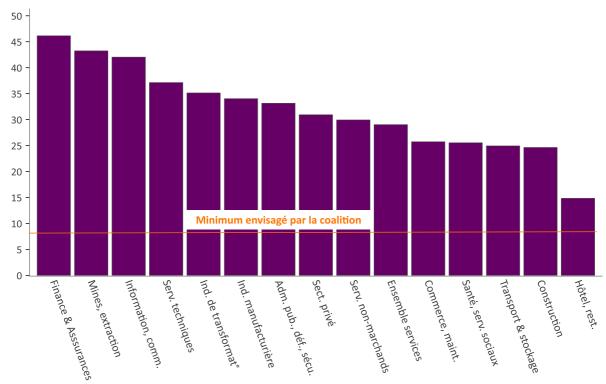
Or, bien davantage que sa consommation intérieure, ce sont ses exportations qui constituent le moteur de la demande allemande adressée aux autres pays de la zone euro. En perdant de son potentiel à l'exportation, l'Allemagne n'aurait dès lors probablement pas plus de chances de jouer le rôle de locomotive européenne qu'aujourd'hui, quand, par ailleurs, les retombées potentiellement négatives sur l'emploi futur pourraient absorber une bonne part des gains escomptés de la hausse des salaires sur le pouvoir d'achat.

On le comprend, le sujet est complexe et il est incontestablement bien trop tôt pour prétendre tirer les conclusions des retombées économiques éventuelles de cet accord dont les effets seront vraisemblablement conditionnés par deux éléments :

- La plus ou moins grande diffusion de la hausse des salaires à l'industrie exportatrice, sachant que l'introduction d'un salaire minimum devrait avoir beaucoup plus d'effets dans les services, peu protégés par des accords de branche et dans lesquels se concentrent les emplois sous-payés (voir graphique et tableau ci-dessous).
- La reprise ou non de la demande internationale de biens d'équipement, susceptible d'offrir la possibilité d'absorber plus facilement des hausses de coûts salariaux et sans laquelle, quoi qu'il en soit, l'économie allemande finira par détruire de nombreux emplois.







Sources : RichesFlores Research, Macrobond

Salaires minimum légaux accordés, EUR/heure

	Période de validité	Ouest (Berlin)	Est
Nettoyage commercial	Jusqu'au 31/03/13	8 (7)	7
Industrie de la construction	01/01/13 - 31/12/13		
<ul> <li>travailleurs qualifiés</li> </ul>		13,70 (13,55)	10,25
<ul> <li>travailleurs non qualifiés</li> </ul>		11,05	10,25
Electriciens	01/01/13 - 31/12/13	9,90 (8,85)	8,85
Couvreurs	01/01/13 - 31/12/13	11,20	11,20
Nettoyage industriel	01/01/13 - 31/12/13		
<ul> <li>Intérieur et maintenance</li> </ul>		9	7,56
<ul> <li>Fenêtres et façades</li> </ul>		11,33	9
Activités de soins de long terme	01/07/13 - 31/12/14	9	8
Peintres et laqueurs	01/05/13 - 30/04/14		
<ul> <li>travailleurs qualifiés</li> </ul>		12,15	9,90
<ul> <li>travailleurs non qualifiés</li> </ul>		9,90	9,90
Préparateurs de chantier	01/08/13 - 28/02/14	10	10
Activités de sécurité	01/01/13 - 31/12/13	7,50 – 8,90	7,50
Extraction minière	Jusqu'au 31/03/13		
<ul> <li>travailleurs qualifiés</li> </ul>		12,81	12,81
<ul> <li>travailleurs non qualifiés</li> </ul>		11,53	11,53
Éducation professionnelle et autres	01/07/13 - 31/12/13	12,60	11,25
services de formation	01/01/14 - 31/12/14	13	11,65
	01/01/15 - 31/12/15	13,35	12,50
Agences d'intérim	01/11/12 - 31/10/13	8,19 (7,50)	7,50
Gestion des déchets	01/02/13 - 30/06/14	8,68	8,68

Sources: RichesFlores Research, Statistisches Bundesamt





L'accord CDU-SPD, qui devra être avalisé par les sympathisants du SPD le 17 décembre, avant d'être finalisé et de permettre la prise de fonction de Mme Merkel, est donc loin d'être anodin. Il pourrait signifier un changement radical de la situation allemande par rapport au régime qui a été le sien ces dix dernières années et marquer de facto l'amorce d'une transition structurelle de la zone euro en éliminant le biais déflationniste instillé dans la région par l'Allemagne depuis la création de l'euro.

Véronique Riches-Flores contact@richesflores.com

La Société RichesFlores Research élabore des diagnostics économiques et financiers. Elle produit des analyses et prévisions économiques internationales ainsi qu'une recherche transversale sur les développements de l'économie mondiale à court, moyen et long termes.

RichesFlores Research est une entreprise totalement indépendante et transparente, dotée des bases de données et des moyens d'information nécessaires à la préservation de son indépendance et de son impartialité. Cette indépendance est protégée par le fait que RichesFlores Research n'est prestataire d'aucun service d'investissement ou de vente de produits financiers susceptibles d'influencer ses conclusions, recommandations ou conseils.

Ce document est donné à titre d'information. Il ne constitue ni une offre commerciale ni une incitation à investir. Il est strictement confidentiel et établi à l'attention exclusive de ses destinataires. Il ne saurait être transmis à quiconque sans l'accord préalable écrit de RichesFlores Research.

Cette recherche comme son contenu sont la propriété exclusive de RichesFlores Research et ne sauraient être reproduits sans accord préalable et sans spécification de sa source datée.

La recherche, les conclusions, les données et les diagnostics contenus dans ce document n'engagent pas la responsabilité de RichesFlores Research.

Contenu non-contractuel ne constituant ni une offre de vente ni un conseil d'investissement.

Véronique Riches-Flores, contact@richesflores.com